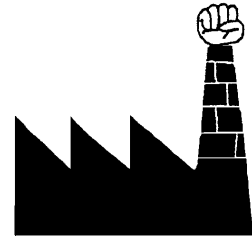


A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



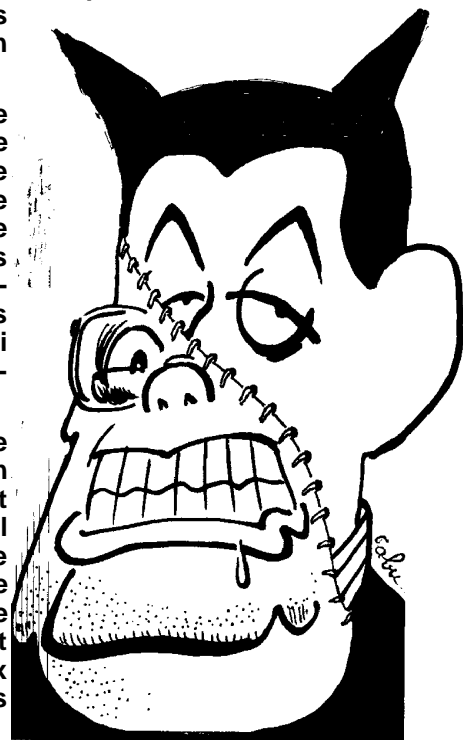
La belle, la brute et le truand

Notre petit monde politique, qui ne se donne même plus la peine de faire semblant de gouverner, de diriger le cours d'un monde qui lui échappe de fait de plus en plus, n'a d'ores et déjà plus d'yeux que pour l'élection présidentielle. Laquelle aiguise l'ambition de tous les prétendants au titre, tandis qu'ils focalisent l'attention de tous les plumitifs qui leur servent de cour. Sur la scène politique s'apprête ainsi à se jouer, une nouvelle fois, une pièce dont le scénario, dont certains voudraient qu'il soit écrit par avance, recèlera peut-être quelques nouveaux rebondissements.

Premier sur les rangs, Nicolas Sarkozy espère bien bénéficier de la politique et du discours (in)sécuritaires et xénophobes qu'il développe depuis que la droite est revenue au pouvoir, ponctués d'opérations coup de poing dans les banlieues et d'expulsion des « *sans papiers* ». Il espère bien se rallier ainsi les voix des couches populaires apeurées par des lendemains de plus en plus incertains en termes d'accès à l'emploi ou au logement, de pouvoir d'achat et de protection sociale; et surtout faire oublier la responsabilité des politiques néo-libérales des gouvernements dont il a été et reste membre et dont il est l'un des plus ardents défenseurs au demeurant.

Contre lui, les éléphants du PS ne semblent pas pouvoir faire le poids. D'une part, parce qu'ils sont plus préoccupés de se faire mutuellement des crocs-en-jambe dans la course à l'investiture que de barrir d'une seule voix contre leur rival de droite. D'autre part, et surtout, parce que, à supposer qu'ils parviennent à faire taire leurs querelles, leur concert ne ferait de toute façon pas entendre un chant fondamentalement différent des antiennes libérales et des rodomontades sécuritaires du précédent. Tant ils partagent fondamentalement le même programme politique, celui que leur dicte leur soumission à l'ordre existant et leur inféodation au MEDEF.

La seule manière pour le PS de défendre ce qui lui reste de chance de « *revenir aux affaires* » est de se choisir un champion qui puisse avoir l'apparence d'être une sorte d'anti-Sarkozy et non pas un Sarkozy-bis ou un Sarkozy mou. Et, en l'occurrence, il pourrait s'agir d'une championne, en la personne de Ségolène Royale. Face à Sarkozy, elle pourrait jouer autant de son charme féminin que de sa douceur maternelle, en faisant valoir qu'elle serait la première femme à accéder à l'Elysée, tout en rassurant tous ceux qu'inquiètent les trop fréquents dérapages verbaux d'un Sarkozy emporté par l'impétuosité de son élan élyséen. Des voix de plus en plus nombreuses se font entendre en ce sens.

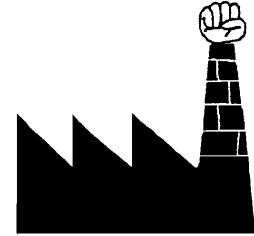


Verrons-nous ainsi se jouer un remake de *La Belle et la Bête* ? Rien n'est moins certain. Tant parce que la Belle en question n'a pas encore conquis son droit à monter sur scène que parce que c'est oublier la présence en coulisses du troisième homme, Jean-Marie Le Pen. Bien qu'affaibli par l'âge et par les dissensions internes persistantes au sein du FN, il pourra facilement tirer avantage de ce que la droite a déjà repris, non seulement en paroles mais en actes, une bonne partie de son programme, en faisant valoir que l'original en VO vaut toujours mieux que la copie en contrefaçon. Face au truand qui lui a déjà piqué son programme et à la belle qui chercherait par son charme à nous faire oublier qu'elle en poursuivrait l'application, la brute n'a pas encore dit son dernier mot.

A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



La religion néo-libérale

On peine à comprendre les raisons pour lesquelles le gouvernement s'obstine à vouloir faire passer en force son projet de CPE, au risque d'amplifier le mécontentement et de créer les conditions d'une vaste mobilisation. Du moins tant qu'on ne lui prête que des raisons 'rationnelles'.

Considérons son argument clé : le CPE créera des emplois en facilitant les conditions d'embauche et de licenciement. Tout le monde sait que c'est la reprise d'une vieille antienne du patronat, selon laquelle les rigidités légales engendrées par le code du travail compteraient parmi les principales causes de la persistance du chômage en France. Il y a une vingtaine d'années, Yvon Gattaz, alors président du CNPF, avait réclamé à cors et à cris la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, chiffrant à 473 000 (ni plus ni moins !) le nombre de créations d'emplois qui en résulteraient. Revenu aux affaires en 1986, le gouvernement Chirac lui avait donné satisfaction. Avec l'effet bénéfique que l'on sait sur la baisse du chômage...

S'agit-il alors seulement d'ouvrir une brèche supplémentaire dans le code du travail, pour déséquilibrer davantage le rapport de forces entre patrons et salariés ? On sait que le patronat rêve de démanteler ce code. Le baron de Seillières en avait fait l'objectif prioritaire de sa « *refondation sociale* » ; et celle qui lui succède, Laurence Parizot, vient de déclarer que « *la liberté s'arrête là où commence le droit du travail* » ! Elle entendait parler de la liberté d'exploiter le travail d'autrui, la seule qui l'intéresse, à n'en pas douter. Mais à qui fera-t-on croire que cette liberté est aujourd'hui entravée en France par le code du travail ? Avec ou sans CPE, la jeunesse de ce pays connaît déjà le chômage et la précarité comme passage obligé de son entrée dans la vie, quand ce n'est pas tout simplement son état définitif.

Alors, pourquoi cet acharnement ? C'est que ce dernier témoigne de la foi des patrons et du gouvernement dans ce dogme néo-libéral qui proclame que tout marché tend spontanément à l'équilibre entre offre et demande pour peu que rien ne vienne fausser la libre concurrence entre acheteurs comme celle entre vendeurs, ni la négociation entre les uns et les autres. Ainsi en irait-il tout particulièrement du marché du travail: le chômeur y disparaîtrait s'il était livré à une « *concurrence libre et non faussée* » par les absurdes règles du droit du travail !.. Que pareil dogme ait été mille fois déjà démenti par les faits n'a pas plus d'impacts sur les théoriciens et les praticiens du néo-libéralisme que la gynécologie ne peut en avoir auprès des partisans du dogme de l'Immaculée Conception !

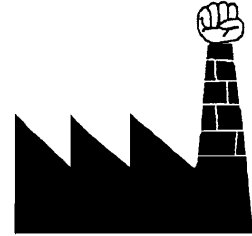
Bref on gagnerait beaucoup à intégrer à nos analyses cette idée: nos gouvernants sont de grands croyants et de fervents pratiquants de la religion du marché (en fait, celle du capital) qui n'ont rien à envier du point de vue du dogmatisme et du fanatisme aux fondamentalistes de tout poils. Avec cette différence essentielle cependant: c'est que leur Dieu, le Capital, est susceptible de commettre bien plus de ravages sur cette planète que Jehova, la Trinité, Allah, Krishna et Bouddha réunis.



A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Quelques motifs d'espoir

En plein désarroi, ils ont été réduits à faire n'importe quoi : un Président de la République a demandé de ne pas appliquer une loi au moment même où il en annonçait la promulgation, tandis qu'un gouvernement fut dessaisi des négociations avec les organisations syndicales au profit de l'appareil d'un parti. Montesquieu a dû se transformer en gyrophare dans sa tombe !... Mais laissons aux responsables politiques, syndicaux et médiatiques l'angoisse qui les a saisi devant pareille chienlit au sommet de l'Etat. Ne faut-il pas y voir d'abord des signes réjouissants, précurseurs d'une fragilisation d'un système plus vulnérable qu'on pouvait le craindre il y a encore quelques mois ?

S'ajoute un autre motif de satisfaction: la mobilisation contre feu le CPE a débouché sur la troisième défaite qu'encaisse la droite en France après celles des élections de 2004 et celle du référendum du 29 mai 2005 ; et il s'agit là, plus nettement encore que pour les consultations électorales, d'un rejet franc et massif de l'orientation néolibérale de la politique gouvernementale. Du coup, c'est également un avertissement adressé à l'ensemble de la « classe politique », toutes tendances confondues : on souhaite bien du plaisir aux futur(e)s candidat(e)s aux présidentielles qui feront campagne sur des thèmes néolibéraux. Avis aux éléphant(e)s du PS tenté(e)s d'entrer en lice !



« Victoire » ? Oui, mais elle a seulement consisté en l'obtention d'un rapport de forces suffisant pour faire reculer le pouvoir de manière visible, concrète et immédiate. Cela pourrait, certes, produire des effets considérables en favorisant la réapparition d'un imaginaire politique qui pourrait se (re)construire autour de la nécessité et de l'efficacité des luttes. Mais ce recul du pouvoir n'est pas une avancée en terme d'acquis sociaux nouveaux. Au contraire : la LEC et le CNE sont toujours là; les nombreux autres dispositifs de précarisation aussi; les menaces de nouvelles régressions dans ce domaine également. Parisot vient de siffler les bureaucraties syndicales qui accourent. Pour négocier quoi, sinon des remises en cause du code du travail sacrifié sur l'autel de la concurrence et des profits, toujours et encore à maximiser ?

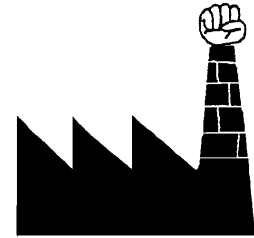
Les bureaucrates ont sablé le champagne, paraît-il. On comprend leur soulagement de n'avoir pas été désarçonnés par une monture qu'une impétueuse jeunesse a galvanisée. Les lycéens et les étudiants engagés n'ont pas pu ou n'ont pas su placer à temps le mouvement sur la voie d'une lutte contre toute précarité. Si bien que la revendication dominante du seul retrait du CPE, étriquée dans son objectif, a fourni aux bureaucrates les moyens de pousser la monture vers les écuries libérales et de l'y enfermer, du moins pour le moment...

...Car l'espoir le plus sérieux que l'on puisse nourrir, c'est que le mouvement social se souvienne prochainement de la belle efficacité de l'action et de la démocratie directes, de celle d'une auto organisation bien coordonnée et d'une détermination sans faille où le harcèlement des autorités ne cesse pas. Par contraste, en retrouvant des méthodes qui avaient été oubliées, la jeunesse aura mis en évidence la désespérante médiocrité de la stratégie des organisations syndicales traditionnelles qui, pendant près de trois décennies, nous ont conduits d'échec en échec.

A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Vous avez dit 'Etats démocratiques' ?!

Régulièrement, la scène sur laquelle se déroule la tragicomédie permanente de la vie politique au sein des 'Etats démocratiques' est envahie par des 'scandales' plus ou moins importants, qui impliquent ou éclaboussent jusqu'aux plus hauts personnages placés à la tête de ces Etats. Ces 'scandales', qui conduisent les uns à une sortie de scène peu honorable, les autres à se réjouir plus ou moins ouvertement de la chute des précédents, d'autres encore à jouer les moralisateurs en se lamentant sur la petitesse des affaires humaines ou les réformateurs en proposant quelques mesures destinées à assainir les mœurs politiques, sont presque toujours l'occasion pour tous de convenir en définitive qu'il s'agit de manquements graves aux exigences démocratiques, qui ne compromettent cependant pas la valeur intrinsèque de ces derniers.

Bref, l'*Etat démocratique* ne serait pas en cause, seuls le seraient les agissements d'hommes politiques qui en sont indignes. Ce constat fait, la scène politique épurée de ses acteurs scandaleux et le brouhaha indigné de la salle ayant pris fin, la pièce peut se poursuivre selon son cours 'normal'... jusqu'au scandale suivant.

Et si le scandale n'était pas l'exception mais la règle ? S'il n'était pas un accident dans le fonctionnement de l'*Etat démocratique* mais au contraire s'il en révélait la substance même ? Car, somme toute, qu'est ce que cet Etat sinon une machine à la tête de laquelle se trouvent placés des hommes (ou des femmes) qui, au mieux, y ont été élu/es mais ne rendent plus compte à leurs électeurs de leurs agissements durant leur mandat, voire ont été tout simplement coopté/es par les précédents ou leurs pairs sans même être jamais passé/es par l'onction du suffrage universel ? Comment voulez-vous que cela n'induisse pas chez la plupart d'entre eux (elles) aussi bien un goût immodéré du pouvoir qu'un sentiment de totale impunité qui ne peut que les inciter à céder à toutes les tentations de corruption (active ou passive) ou de coups plus ou moins tordus pour éliminer leurs concurrents ?



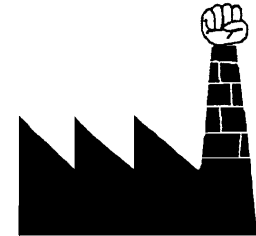
Allons plus loin même. Le scandale n'est-il pas en fait l'*Etat démocratique* lui-même ? Qui ne perçoit la dénaturation de la démocratie qu'implique sa réduction au jeu politique parlementaire et partisan, assorti de quelques libertés publiques dont les hommes politiques espèrent bien que les citoyens en useront le moins possible, pour les laisser vaquer tranquillement à leurs affaires ? Qui ne perçoit que la *démocratie* qui, rappelons-le, signifie *le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple*, ne peut certes pas se réduire à élire périodiquement des dirigeants sur lesquels on perd tout contrôle au moment même où on les a élus ? Qui ne perçoit que, prise dans toute l'exigence de sa signification, la démocratie implique l'autogestion généralisée de la société : *son auto-direction, son auto-organisation et son auto-contrôle par l'ensemble des membres de la société*, en impliquant du même coup la résorption du politique dans le social et la destruction de toute forme étatique (séparée, centralisée et bureaucratisée) de pouvoir politique ? Si bien qu'*Etat démocratique* constitue à proprement parler une contradiction dans les termes.

Un vrai 'scandale' en somme, qu'il faudrait placer sous les projecteurs des investigations communales. Et pas seulement pour le présenter comme une aberration sémantique. Mais pour réussir aussi à lui coller le statut de monstruosité politique à éradiquer d'urgence.

A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Soyez réalistes !

Par des processus qui ne sont pas encore tous élucidés, l'idéologie dominante parvient à transfigurer presque toutes les tares et contradictions du système pour les graver dans les esprits sous la forme d'indépassables merveilles; tout juste nous concède-t-on, parfois - quand la monstruosité ne peut décidément pas être embellie - qu'on a affaire à une incontournable fatalité.

Le foot n'est plus qu'une entreprise d'abrutissement à l'échelle planétaire où tout est récupéré pour être vendu à des tarifs hallucinants, de Nike à Zidane en passant par la moindre fraction de seconde de publicité télévisée ?... *Soyez compréhensifs et réalistes ! Ne ratez pas l'occasion de participer à cette fantastique aventure sportive où les peuples se retrouvent pour fraterniser devant les caméras du monde entier!...*

La télé, parlons-en : se planter devant un petit écran plus de trois heures et demie quotidiennement ne peut que déstructurer les esprits et les soumettre aux valeurs libérales ?... *Non, soyez réalistes ! La télévision est d'abord un formidable outil de divertissement et d'information !...*

L'information n'est plus qu'une vaste entreprise de conditionnement soumise aux exigences des groupes industriels et financiers qui contrôlent les grands médias ?... *Ouvrez les yeux et soyez réalistes ! On n'est plus au temps de l'ORTF où l'Elysée dictait le contenu du journal télévisé de 20 heures; l'information, désormais libre et diversifiée, protège et nourrit notre démocratie !...*

Quelle démocratie ? Celle où les médias aux ordres font tout pour orienter l'issue d'un référendum et où les gouvernants, sous les mêmes ordres, agissent à l'opposé des choix exprimés ?... *Soyez plus nuancés et réalistes ! Une démocratie aussi médiocre que cela n'attirerait pas tant de candidats; et des candidats d'extrême-gauche, s'il vous plaît !...*

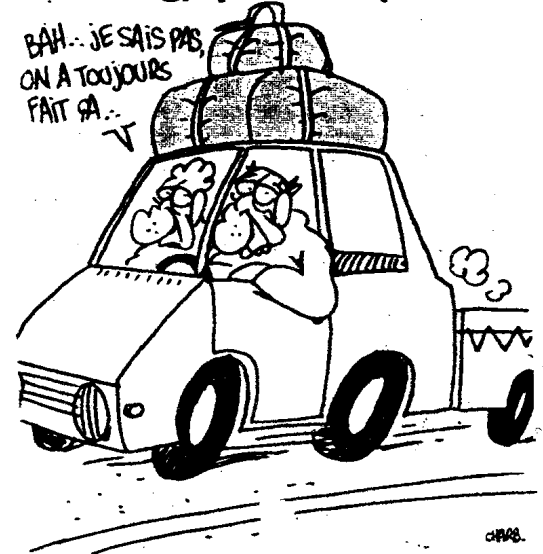
Quelle démocratie ? Celle où les dirigeants syndicaux acceptent d'effarants reculs sociaux, - quand ils n'y collaborent pas activement - résignés à faire avaler à leur base toutes les régressions qu'à l'avenir le système leur demandera de 'négocier' ?... *Soyez r-é-a-li-stes : vous savez bien qu'ils ne peuvent pas faire autrement ! D'ailleurs, tous les militants vous le diront : pour commencer, la meilleure des choses à faire est d'adhérer à un syndicat !...*

"Le prolétariat est révolutionnaire, ou il n'est rien" disait Marx. On pourrait en effet citer à l'infini des exemples illustrant ce formatage des esprits aux effets démultipliés par un phénomène désespérant d'auto-intoxication qui anéantit le prolétariat pourtant réapparu à l'occasion d'un début de rébellion il y a quelques semaines. Alors ?... Soyons réalistes et imaginons l'impossible pour que des luttes auto-émancipatrices surgissent et s'installent enfin durablement ! Cet effort d'imagination prend neuf pages de ce numéro d'ACC, où on vous propose, avec d'autres, de "Penser le communisme, le socialisme aujourd'hui".

Nous n'aurons pas la naïveté de croire que dessiner de telles perspectives est suffisant. Mais c'est sûrement nécessaire.

POURQUOI PARTEZ-VOUS EN VACANCES ?

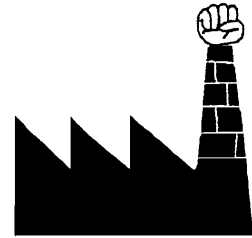
BAH... JE SAIS PAS, ON A TOUJOURS FAIT ÇA...



A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



A bientôt, vieille taupe !

Si le début du printemps a été chaud, sa fin a été plutôt fraîche ainsi que l'été qui l'a suivi. Non, il ne s'agit pas de commenter les aléas climatiques mais l'évolution de la situation politique. A la mobilisation massive de la jeunesse lycéenne et étudiante ainsi que d'une partie du salariat, qui aura mis en l'échec le projet d'institution du CPE et produit un début de crise au sommet de l'appareil d'Etat, a succédé une apparente atonie du mouvement social, propice au rétablissement du statu quo ante. Tout semble être rentré dans l'ordre après la fièvre printanière : de Villepin plastronne à nouveau, Sarkozy continue à ronger son frein, Royal à surfer sur les sondages – et le patronat à licencier à tour de bras tout en engrangeant ses profits.

On peut y voir la preuve de la solidité de l'ordre social. De cet ordre qui, à peine repliées les banderoles, contraint les manifestants de la veille à retrouver le chemin du lycée, de la faculté, du bureau ou de l'atelier. De cet ordre qui sait se faire oublier et même accepter en organisant le spectacle planétaire d'une Coupe du monde de football, capable de réunir des foules autrement plus nombreuses et joyeuses que les manifestations du printemps. De cet ordre qui semble capable de décréter rituellement une sorte de trêve estivale dans la lutte des classes.

On peut aussi y trouver la confirmation de la faiblesse actuelle du mouvement social. Car si, après le rejet du traité de Constitution européenne l'an dernier, il vient pour la seconde fois de montrer qu'il est désormais capable de s'opposer efficacement aux projets de l'adversaire, le mouvement antilibéral n'est pas encore en capacité d'avancer ses propres revendications. Encore moins dispose-t-il d'un projet alternatif au libéralisme. Et en conséquence, très logiquement, ce n'est pas lui qui est maître du calendrier politique.

Mais il faut aussi se souvenir que la temporalité d'un mouvement social n'est pas celle de l'ordre social existant et de ses institutions. En particulier, sauf durant les périodes révolutionnaires, il ne se présente pas comme un processus continu. Il présente au contraire des discontinuités, des moments d'éclipse au cours desquels il semble disparaître, faisant suite à des moments d'activation offensive, y compris victorieuse. Ces moments de repli ne sont pas seulement ou nécessairement le signe des limites du mouvement; ils lui permettent aussi de reconstituer ses forces, de tirer les enseignements des luttes antérieures, d'en digérer les acquis. Avant de refaire surface et de repasser à l'offensive.

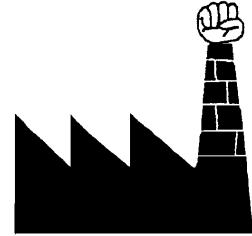
Marx a bien perçu le caractère discontinu de cette temporalité spécifique de la lutte de classe des opprimés – puisque c'est d'elle dont il s'agit. Pour la figurer, il l'a comparée à une taupe, que sa vie souterraine rend sans doute myope, mais qui n'a pas son pareil pour venir défigurer le bel ordonnancement d'un jardin ou d'une pelouse et en fragiliser la structure par ses galeries. Et généralement où et quand on s'y attend le moins. Alors, à bientôt, vieille taupe !



A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Une autre démocratie est possible, et nécessaire

Toute l'histoire du Parti Socialiste est faite de belles promesses brillamment claironnées suivies de pitoyables abandons promptement camouflés. Parce qu'il faut bien être réaliste, voyez-vous... Parce qu'on ne peut pas faire autrement, n'est-ce pas ?... L'abandon peut mener très loin : beaucoup de députés socialistes en 40 n'ont pas pu faire autrement que de voter les pleins pouvoirs à Pétain. Mais jeter la pierre aux seuls socialistes français serait injuste. Leurs homologues de tous les pays n'ont guère fait mieux, quand ils n'ont pas fait pire là où les luttes sociales n'ont pas eu la vigueur qu'elles ont pu parfois avoir en France.

Bref, si les élections françaises de 2007 se déroulent "normalement", comme les précédentes, dans un climat de relative paix sociale, et si les socialistes reprennent le pouvoir, on aura droit ensuite, c'est évident, au classique et désolant scénario de capitulation devant les exigences du capital. Une partie de l'opinion ne veut pas le voir et continue d'accorder crédit au P.S. C'est plus ambigu pour les leaders de la gauche de la gauche : tout en tenant des propos critiques, ils s'inscrivent sagement dans la logique électorale et donc la renforcent. Ils vont donc renforcer à l'insu de leur plein gré la gravité des mesures anti-sociales d'après élections ! Et ce n'est pas le refus de choisir le moins mauvais candidat au 2^{ème} tour qui change grand chose : quand la mécanique est lancée, elle nous conduit inéluctablement là où les forces sociales dominantes ont décidé de nous amener.

D'où vient cette perte périodique de lucidité de la gauche de la gauche qui - à l'exception d'une partie des libertaires - accepte de rejouer, encore et encore, à un jeu où les dés sont si manifestement pipés ? On a même entendu José Bové déclarer qu'il peut gagner la Présidentielle... Mais oui, José, mais oui... Et ACC pourrait bien aussi fêter son dix millionième abonné avant Noël !

A l'extrême gauche, les leaders nous expliquent que s'ils ne présentent pas de candidats, les idées qu'ils défendent resteraient méconnues. A gauche, on nous rappelle qu'avec la droite ce serait pire. Des arguments entendus mille fois et démentis par les faits presque autant de fois. Des arguments qui sont aussi un aveu : dans l'esprit de leurs auteurs c'est l'élection qui est prioritaire; elle occulte le reste, parfois totalement; elle cache et fait oublier qu'on ne pourra pas faire l'économie d'un affrontement *social* majeur avec la bourgeoisie; elle cache et fait oublier que les opprimés ont intérêt à engager cet affrontement en période électorale, lorsque les élites sont un peu affaiblies; elle cache et fait oublier qu'une *autre démocratie* est possible - et nécessaire, si l'on veut vraiment un autre monde.

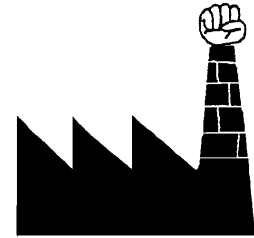
Il s'agit de cette démocratie qui s'épanouit dans les luttes pour dépasser rapidement en pertinence et en vertus émancipatrices toutes les pratiques antérieures. Elle peut même avoir, momentanément, des effets étonnants sur certains élus : sous son influence, lors des grèves de 36, ils se prononcent pour les congés payés, les quarante heures, etc. Les mêmes, "libérés" 4 ans plus tard de cette influence, peuvent aller jusqu'à voter Pétain...



A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Le cirque électoral

Sans crier gare ni cavalcade tapageuse, il a déjà dressé son chapiteau. Et, sur les différentes pistes, les artistes finissent de mettre au point leur numéro, certains pas encore assurés de figurer lors de la première, d'autres, dépités, déjà recalés jalosant les premiers dans les gradins. On y voit déjà des numéros d'équilibristes hautement périlleux, d'autres s'échinent à paraître plus savants que leurs singes, les troisièmes (quelquefois les mêmes) font mine de dompter quelques monstres nommés Chômage, Insécurité, Immigration, Terrorisme et font claquer haut leurs fouets, tandis qu'une fine écuyère peine à se rendre maître de quelques rudes étalons. Mais gageons que, comme d'habitude, ce sont les clowns qui auront la faveur du public et que la compétition entre eux sera rude pour gagner cette dernière.

Pour l'instant, le public est encore très clairsemé, ne goûtant le spectacle que de loin, sans y prendre grand intérêt. Mais les Messieurs Loyal des médias se préparent eux aussi à rentrer en campagne, pour mettre en valeur les artistes, attiser leurs oppositions sur des points secondaires pour mieux masquer leur convergence sur l'essentiel. Convergence qui va quelquefois jusqu'à la connivence, perceptible dès lors que l'on laisse traîner ses yeux et ses oreilles dans les coulisses. Mais le personnel de surveillance veille à ce que le public ne s'égaré pas malencontreusement dans ces endroits qui ne sont pas faits pour lui. Le charme du spectacle risquerait d'en être compromis.

Le public ne sera convié en masse que lorsque le spectacle sera parfaitement au point et le rôle de chacun déterminé. Et sa place est évidemment dans les gradins et nulle part ailleurs. Il ne lui restera plus alors qu'à juger les différents numéros, à applaudir aux uns et à les siffler les autres, à rire aux larmes aux grandes clagues et coups de pieds au cul que se refilent les clowns, à trembler lors des voltiges des trapézistes. Le tout avant de désigner le vainqueur par acclamation et de s'en retourner chez lui, ayant pour quelques heures oublier ses soucis et la dure réalité du lendemain. Qui lui laissera un goût amer, celui de s'être fait une fois de plus berner.

Tel est du moins le scénario prévu. L'imprévu pourrait venir de ceux qui n'auront pas pris part au spectacle, ni comme spectateurs ni a fortiori comme amuseurs publics. Soit qu'ils n'y soient tout simplement pas conviés, faute de posséder les bons papiers ou des papiers tout court. Soit que, en possession de ses papiers, ils se sont jurés de ne pas (plus) prendre part à la mascarade. Ceux-là pourraient être tenté de forcer l'entrée pour envahir les pistes et troubler le spectacle. Voire de mettre le feu au chapiteau, histoire de renvoyer tous les bateleurs dans leurs foyer. Ces trouble-fête, dont nous nous serions assurément, seraient seul en mesure de nous fournir un spectacle à la hauteur de nos ambitions.

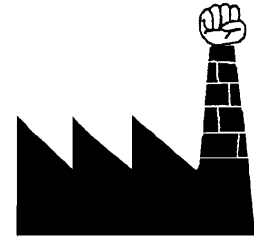
Sarko, dans son numéro



A CONTRE COURANT

syndical et politique

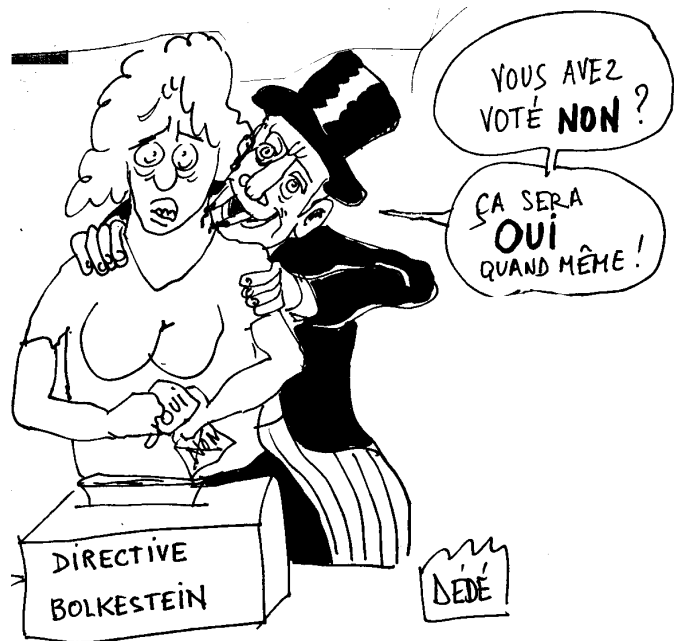
En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Le Bolkestein nouveau est arrivé

Chez nous, les marionnettes s'agitent pour nous faire croire en la possibilité d'un choix sans rupture avec le capitalisme libéralisé. A Bruxelles, le breuvage d'un vin mauvais nous est concocté. Le Bolkestein nouveau sera bientôt sur le marché. C'était en juillet dernier, lors du Conseil des Ministres des 25 Gouvernements.

Ces apparatchiks du capital financier, ne tenant bien sûr aucun compte du NON au référendum, réaffirment que les «libertés d'établissement, de circulation des personnes, des biens, des capitaux et des services» sont des normes supérieures auxquelles toutes les autres sont subordonnées. Ils sacralisent, dans leur langue de bois, le droit absolu du capital. Les délocalisations ne doivent pas être entravées par «des réglementations jugées disproportionnées» protégeant les salariés. Dans l'UE, il faut permettre, en revanche, le détachement, la flexibilité des travailleurs qui doivent s'adapter, saisir de nouvelles opportunités pour vendre dans d'autres pays leur force de travail. Le chômage, les licenciements ne sont d'ailleurs que des transitions professionnelles normales. Mieux, le droit du travail ne doit plus être une protection collective ! Il faut éviter le prix de coûteux reclassements. *Salariés, vous serez de nouveaux nomades.* Et pour faire respecter ses oukases, la caste des ministres européens s'est octroyé le droit d'anéantir les législations nationales qui les dérangent.



La mouture de ce texte est venue en 2^{ème} lecture au Parlement européen dominé par la Droite-Gauche libérale. Débarrassés de la pression populaire qui avait marqué les premiers débats, protégés par la presse qui a caché les enjeux, les députés ont cette fois servilement accepté les diktats libéraux: le 9 octobre, les 43 amendements d'opposants furent rejetés avec mépris par la commission européenne; le 23, la commission parlementaire s'est inclinée; le 15 novembre, le Parlement par un vote de 405 voix pour, 105 contre et 2 abstentions a fait de même. *Désormais, la casse du code du travail est admise comme loi d'airain, tout comme la libéralisation-privatisation des services.* Et, en dépit des réticences de minoritaires et des promesses faites au temps de la mobilisation populaire, les services sociaux sont inclus dans ce projet de mise en «concurrence libre et non faussée».

Les forces du capital n'en resteront pas là. On vient d'apprendre qu'elles ont convaincu la commission européenne de la nécessité d'une nouvelle offensive de grande envergure contre le droit du travail. A cette fin, la commission concocte un «livre vert» (?!). A suivre...

En attendant, resservir cette nouvelle piquette Bolkestein ne sera pas au goût des prolétaires. Dans leur mauvaise humeur de lutte de classes, ils pourraient être rejoints par la colère de viticulteurs auxquels on refait le coup de 1907 : faire disparaître les critères de qualité, l'étiquetage de notre breuvage ancestral, introduire le vin frelaté avec copeaux de chêne, arômes synthétiques, cépages génétiques pour faciliter les «libertés» de vente et de mélange. Restera la liberté de dégueuler leur vinasse et de rappeler, par la lutte, que la protection des salariés (ainsi que celle d'une certaine viticulture !) est un droit inaliénable.

A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN = 0997-8922

N° 180 - Décembre 2006 - Janvier 2007 - 1,5 €



Pour l'Emancipation Sociale!



Pour l'émancipation sociale !

Ceux/celles d'entre vous qui nous lisent depuis longtemps auront sans doute remarqué que, depuis plusieurs années, l'équipe d'*A Contre-Courant* s'est rapprochée du groupe *Les Amis de l'Emancipation Sociale*, qui milite sur le Nord-Franche-Comté (Territoire de Belfort et Haute-Saône). En travaillant ensemble dans de nombreuses circonstances, nous avons pu éprouver notre large convergence d'intérêts et de préoccupations politiques, tant sur les questions d'ordre local et national que sur celles d'importance mondiale et historique. En dépit de trajectoires politiques souvent très différentes, nous nous retrouvons aujourd'hui dans un commun rejet des rapports d'exploitation et de domination qui constituent la structure du capitalisme; de même que dans la référence aux luttes engagées par les travailleurs, partout dans le monde, et à leurs capacités d'auto-activité comme levier de leur émancipation et de l'émancipation humaine en général.



Aussi est-ce tout naturellement que nous avons décidé de coordonner plus systématiquement nos maigres forces tout en le faisant savoir à celles et ceux qui s'intéressent un peu à ce qu'on fait. Les deux équipes continuent d'exister, mais dans tous les domaines où l'une ou l'autre intervient, les savoir-faire seront mutualisés pour s'efforcer de faire plus et mieux. La modification survenue dans la manchette de présentation d'ACC vient expliciter notre objectif commun. Nous espérons non seulement améliorer la qualité rédactionnelle du bulletin (est-ce une baisse de cette qualité qui explique une baisse du nombre d'abonné-e-s ces derniers mois ?...), mais encore acquérir les moyens d'une activité militante à la fois plus étendue et plus régulière sur notre région, de sorte à pouvoir intervenir plus efficacement sur les multiples terrains (environnement, emploi et travail, école, santé, éducation et formation, culture, etc.) sur lesquels se déroulent aujourd'hui les luttes syndicales et politiques.

A notre modeste niveau, nous montrons ainsi la voie que devraient en principe suivre tous ceux qui prétendent aujourd'hui vouloir représenter les travailleurs en incarnant une ligne antilibérale à défaut d'être franchement anticapitaliste. Mais le spectacle qu'ils offrent actuellement de leurs divisions persistantes nous enseignent une fois de plus que, derrière les généreux idéaux politiques qu'ils affichent, ils nourrissent en fait, pour la plupart, de médiocres ambitions politiciennes (des postes dans l'appareil de représentation politique) qui les rendent rivaux et donc inefficaces. Nouvelle preuve que, décidément, les travailleurs ne doivent d'abord compter que sur eux-mêmes s'ils veulent défendre leurs intérêts !

C'est cette même volonté d'aller de l'avant sur la voie de l'auto-émancipation qui nous a conduits à participer ensemble au projet de revue sur l'actualité du communisme, conjointement aux camarades de *Carré Rouge* et de *A l'Encontre*. Nous rendons compte à l'intérieur de ce bulletin de la dernière réunion, qui s'est tenue à Paris, destinée à faire avancer ce projet. Projet qui devrait aboutir dans les prochains mois et qui reste ouvert à tous ceux qui ne sont pas prêts à réduire la lutte anticapitaliste au choix d'un/e champion/ne pour le temps d'une campagne électorale.